

DOSSIER : LES MÉDIAS DANS LA GUERRE

Censurer ?

Michael Grade, directeur général des studios de cinéma «Pinewood & Shepperton»

2

Guerre et éthique

Michael Jermey, directeur du développement, ITN International

5

Médias et militaires : des rapports tendus

Morand Fachot, service de la communication, UER

8

Médias américains et monde musulman

Peter Feuilherade et Dave Kenny, analystes médias, BBC World Service

12

Gagner les esprits et les cœurs arabes

Morand Fachot, service de la communication, UER

18



Cens

Michael Grade

Directeur général des studios de cinéma «Pinewood & Shepperton»

La censure est-elle justifiable dans une société civilisée ?

On est instinctivement tenté de répondre par un non catégorique. En effet, de la même manière que l'économie de marché ne fonctionne que si acheteurs et vendeurs sont en mesure de partager leurs informations, la démocratie ne peut se construire sans débats d'idées ou échanges d'opinions.

Les citoyens peuvent se forger leur propre point de vue s'ils vivent dans un environnement où l'information circule librement et reflète tous les courants de pensée. Il est donc primordial qu'une société, quelle qu'elle soit, puisse demander des comptes aux politiciens et se protéger des tyrans. Pour cela, l'ensemble des citoyens doit pouvoir avoir connaissance des dysfonctionnements graves et des abus de pouvoir.

L'existence d'une presse libre, quels que soient ses défauts, se trouve, partant, entièrement justifiée.

Précisément pour toutes ces raisons, dictateurs, empereurs, tyrans et membres de juntes ou d'oligarchies ont toujours cherché à réprimer la

liberté d'expression et à restreindre la libre circulation des idées et des informations. Despotismes et autocraties partagent souvent le goût du secret et de la répression.

Mais si tout était aussi simple, il n'y aurait pas matière à débat. Qui d'autre qu'un ennemi de la liberté et de la démocratie pourrait défendre la censure, si celle-ci devait être abolie ? On ne pourrait que se féliciter d'une telle initiative, avant de se désintéresser tout bonnement de la question. Mais la réalité est tout autre.

Sécurité, protection

Il n'est pas rare, en effet, que certains qui se disent amis de la démocratie plaident en faveur de la censure, pour tout ce qui touche à la sécurité et à la protection des valeurs morales. Il semble que ces deux domaines fassent exception à la libre circulation de l'information et entravent quelque peu la poursuite des libertés et droits fondamentaux. Par ailleurs, cela fait de la lutte contre la censure une série sans fin d'escar-

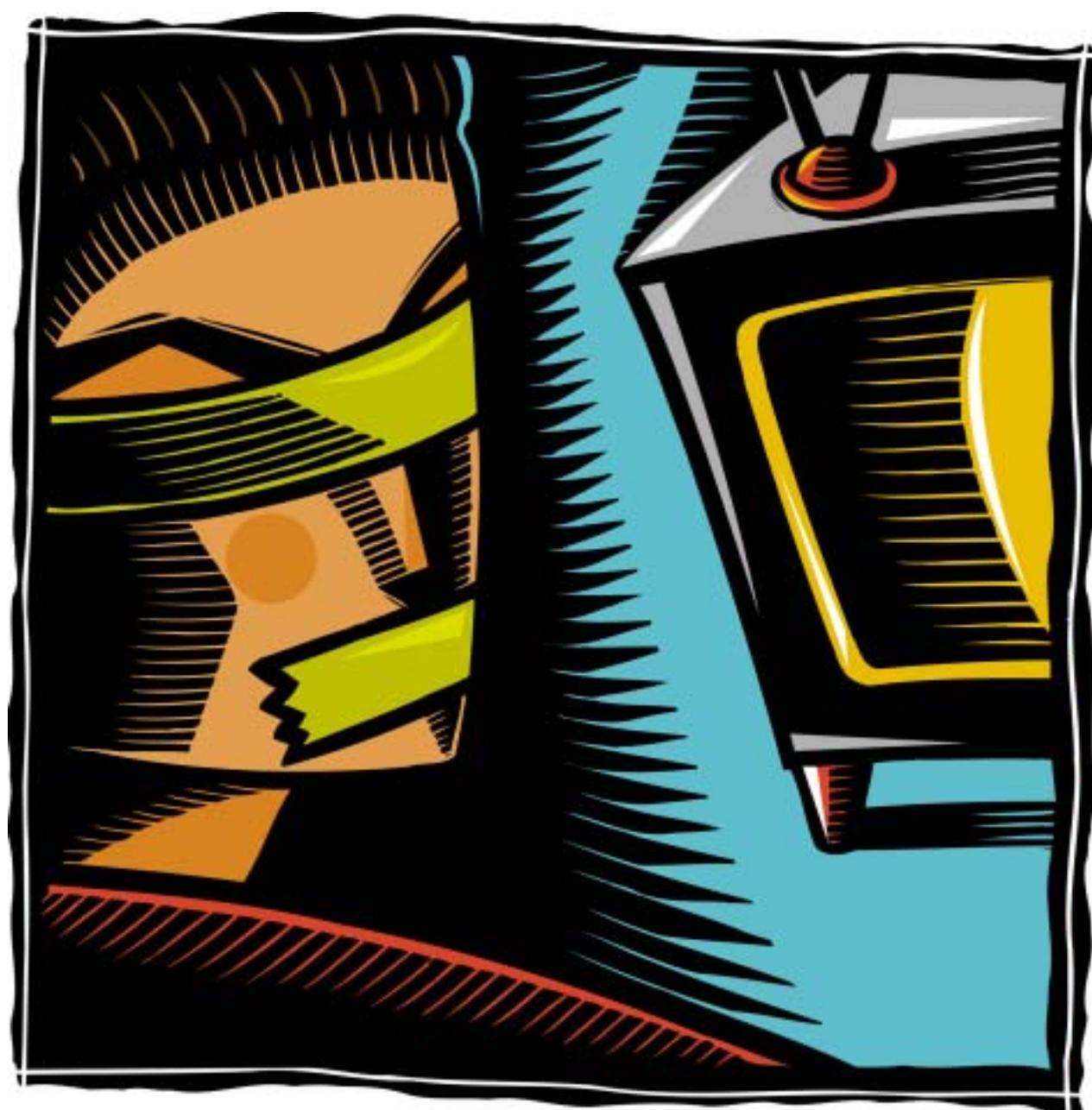
mouches plus qu'une bataille glorieuse.

Nous vivons en démocratie et nous le devons aux victoires obtenues autrefois au nom de la liberté de pensée et d'expression autant qu'aux défaites militaires. À la fin du Moyen Âge – en particulier après l'invention de l'imprimerie – la censure était le moyen le plus couramment utilisé par les autorités laïques et religieuses pour exercer et asseoir leur pouvoir. Il s'agissait en somme d'un outil nécessaire, et souvent plus puissant que la force physique.

De nos jours, l'avènement de la démocratie, qui va de pair avec la promotion des droits individuels, a en quelque sorte repoussé la censure dans ses derniers retranchements : désormais seules la sécurité nationale et les valeurs morales semblent en effet pouvoir la justifier. Eu égard à ces deux domaines, la question de la sécurité nationale est sans doute la plus simple à étudier. Il ne fait aucun doute qu'il serait absurde de permettre à des ennemis potentiels ou déclarés de nous menacer en diffusant des informations risquant de porter atteinte à notre sécurité.

Depuis les événements du 11 septembre 2001, la probabilité de voir se dérouler de nouveaux attentats

urerer??



terroristes est un argument largement utilisé pour empêcher la dissémination de données susceptibles de faciliter de nouvelles attaques de ce type. Espérons que la modération et le bon sens prévaudront au sein des médias.

Surveillance

Au-delà de ce simple aspect, si nous pensons que les autorités doivent contrôler l'information, nous devons cependant garder à l'esprit que cela ne peut se faire que dans des conditions bien définies, par exemple sous une surveillance étroite de nos élus. Un tel contrôle ne devrait pourtant pas être exercé uniquement pour la forme ou justifier une culture insidieuse du secret : il est essentiel qu'il soit mené en continu, dans un contexte bien défini.

Bon nombre de gouvernements, quelle que soit leur tendance, n'aiment pas être mis sous le feu des projecteurs et préfèrent mener leurs activités dans l'opacité la plus totale. Si nous finissons par admettre (parfois à contrecœur) qu'une certaine forme de censure peut être nécessaire dans l'intérêt national, nous devons garder à l'esprit que cela ne peut être acceptable qu'en cas d'absolue nécessité. En effet, la censure ne se développe jamais aussi bien que dans un contexte de répression et de rétention de l'information.

La question des valeurs morales est plus délicate. On peut en effet s'interroger sur leur légitimité. Car si ces valeurs ont une raison d'être, comment les définir ? Et comment faire en sorte qu'elles n'empiètent pas sur des domaines pour lesquels elles sont inappropriées, voire liberticides ?

Il est tout aussi délicat d'aborder le problème de la censure en ce qui concerne la protection des valeurs morales. La pornographie, par exemple, peut être la cause de violences physiques. De même, la pensée que du mal puisse être fait à des enfants

nous est particulièrement insupportable. Nous devons néanmoins rester extrêmement vigilants, encore plus que dans le domaine de la sécurité nationale, afin de veiller à ce que les protections que nous mettons en place, quelles qu'elles soient, ne puissent pas servir de prétexte à ceux qui se posent en policiers de l'ordre moral.

Le censeur est une invention de la république de Rome. Ce magistrat, qui avait le droit de contrôler les mœurs des citoyens, était chargé d'établir le cens, d'où son titre. Les Romains avaient parfaitement compris les risques inhérents à cette fonction et soulevé une vraie question : *Quis custodiet ipsos custodes ?* (Qui nous protégera de nos gardiens ?). De nombreuses batailles ont été menées, dans le passé, contre des minorités qui cherchaient à imposer au reste de la société leurs propres normes, en matière de bon goût et de décence.

Contrôle

Nous nous sommes dotés de règles concernant la diffamation, le blasphème et l'obscénité. Nous avons mis en place des commissions de contrôle pour le cinéma et créé des autorités de réglementation pour les programmes de radio et de télévision. Ces instances doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle attentif et permanent.

Par-dessus tout, elles doivent être en mesure de s'adapter aux mœurs de la société contemporaine, tout en évitant d'appliquer les normes supposées d'une époque révolue, quelle que soit la véhémence des groupes

de pression susceptibles d'agir dans ce sens.

À l'ère d'Internet et de l'information en continu, nous avons accès à un contenu qui, il y a vingt ans à peine, aurait été protégé. Il peut être dérangeant, parfois même nocif et justifier que des appels soient lancés en faveur d'une intervention de l'État. La plupart de ces données ont toutefois contribué à enrichir notre environnement et à faire de nous de meilleurs citoyens. C'est un atout incontestable, qu'il convient de préserver.

Dans une démocratie adulte, il y aura toujours débat autour du rôle de la censure. C'est inévitable. Celle-ci doit toutefois se limiter aux cas d'extrême gravité et faire l'objet d'un contrôle étroit et constant. On doit surtout pouvoir y mettre fin lorsqu'elle n'a plus lieu d'être.

Michael Grade, actuellement directeur général des studios de cinéma «Pinewood & Shepperton», a été auparavant directeur de la chaîne BBC1 et directeur général de Channel Four Television.

Cet essai fait partie des débats sur la liberté d'expression organisés par Orange et Index on Censorship, dont il est président depuis l'an 2000.

Orange Index Debates
for free expression

www.orangeindex.co.uk www.indexonline.org

Guerre

Michael Jerney

Directeur du développement, ITN International

et éthique

Un nouveau conflit dans la région du Golfe semble aujourd'hui quasiment inévitable.

Les questions de censure et la manière dont les médias sont confrontés à celle-ci sont d'actualité, en particulier pour les journalistes qui planifient la couverture médiatique en temps de guerre.

Nous partageons tous le même point de vue : l'existence de médias libres est essentielle au bon fonctionnement de toute société démocratique. Cela est particulièrement vrai aujourd'hui, l'opinion publique étant partagée sur les raisons d'un conflit qui semble pourtant imminent.

En temps de guerre, il est souvent difficile et dangereux, pour les reporters, de mener librement leurs investigations. Il n'est pas rare de voir les autorités, de pays démocratiques ou non, tenter d'influencer les médias, exercer des pressions sur eux, voire les censurer. On constate trop souvent que certains régimes, partout dans le monde, ont recours

à des techniques d'intimidation à l'encontre des journalistes, allant parfois jusqu'à la violence et au meurtre pour les réduire au silence.

Multiforme

Des questions cruciales se posent à l'opinion publique. La censure peut prendre différentes formes. Les journalistes qui travaillent dans des démocraties d'Europe de l'Ouest ou rendent compte des opérations militaires des troupes de pays occidentaux seront appelés à faire face, au cours des semaines à venir, à diverses formes de censure, certaines moins visibles que d'autres.

Le Royaume-Uni prévoit d'avoir recours au système de l'*embedding*, concept imaginé par le Pentagone et qui consiste à intégrer des équipes de journalistes dans les corps de troupe. À cet égard, les questions de censure n'ont cependant pas encore

été examinées. Nous risquons de voir un nombre croissant de reporters embarqués avec les militaires de l'armée britannique, comme cela a été le cas en 1991. Cette armée, soucieuse de l'image qu'elle souhaite véhiculer, a compris l'intérêt de contrôler étroitement ce que rapportent les médias britanniques.

Je pense que si ces derniers décident de rejoindre des «pools» de journalistes, ce sera au prix d'une sorte d'accord tacite avec les militaires. Cela implique une forme de censure, que nombre de téléspectateurs ou d'auditeurs pourraient juger justifiée, notamment si elle consiste à ne pas divulguer certaines informations pour ne pas compromettre la sécurité des troupes.

Il existe des raisons tout à fait légitimes pour lesquelles des journalistes formant un pool sont susceptibles d'admettre que leurs reportages puissent être censurés. Il me semble cependant primordial que de telles restrictions entrent en vigueur uniquement dans des circonstances exceptionnelles, par exemple lorsque des vies sont en jeu. Toute censure ne saurait donc être appliquée que provisoirement. En outre, il est tout aussi important que les journalistes puissent rendre compte des événements après coup, en toute



Soldats américains en Afghanistan

liberté, quitte à préciser aux téléspectateurs : « Nous n'étions pas en mesure de vous donner tous les détails sur tel ou tel point, mais voici ce qui s'est passé. »

Admissible ?

Ce type d'accord me semble à cet égard tout à fait raisonnable, mais je me garderais bien de critiquer un journaliste qui affirmerait refuser un tel système et ne saurait envisager de travailler autrement que de manière indépendante, à ses yeux le seul moyen de rendre compte efficacement de l'actualité.

Il est possible d'admettre une certaine forme de censure, pour autant que toutes les parties concernées soient d'accord et que les téléspectateurs en soient informés. Dans de telles conditions, la censure peut être acceptable, dans la mesure où elle est justifiée et que le public en a connaissance, qu'il n'est pas dupe. Il est néanmoins important que les

médias gardent à l'esprit que les militaires et le ministère de la Défense ont un message à faire passer et ne doivent pas, ce faisant, utiliser la censure comme un moyen de promouvoir leur image publique. La censure est et doit rester limitée aux questions de sécurité.

S'il peut donc y avoir des raisons valables d'accepter cette forme de censure, celle-ci peut cependant revêtir un aspect moins explicite et plus dangereux, quand elle consiste à empêcher les journalistes d'accéder à certains sites, à limiter leur liberté de mouvement ou plus généralement à leur mettre des bâtons dans les roues.

D'un conflit à l'autre, cette censure revêt différents aspects. Ainsi lors de la guerre des Malouines, le matériel filmé, transporté sous contrôle militaire, n'arrivait à Londres qu'au bout d'une dizaine de jours. Le bombardement du bâtiment de débarquement « Sir Galahad » a été diffusé 10

jours après qu'il a eu lieu. Cette utilisation des médias, contrôlée et calculée en fonction d'impératifs militaires, a sans aucun doute eu un impact sur la manière dont ce conflit a été perçu.

Durant la guerre du Golfe, je me rappelle que les autorités saoudiennes avaient décidé de limiter la liberté de mouvement des journalistes dans le pays, ce dont se félicitaient les commandements militaires britannique, américain et français. Cela n'a pas empêché certains reporters de faire fi de ces interdictions et de réussir à rapporter des images très intéressantes.

Le «pool»

L'Arabie Saoudite avait déjà restreint la liberté de mouvement durant les mois précédant le début du conflit. Les journalistes ne pouvaient alors guère s'aventurer en dehors de Dahrhan et Ryad, et un grand nombre d'entre eux avaient ensuite été



groupés en «pools». Les autorités militaires britanniques se sont certainement frotté les mains lorsqu'il n'a plus été possible d'installer de nouvelles stations terriennes dans le pays. Il est pourtant primordial que les médias puissent informer les téléspectateurs et auditeurs des entraves rencontrées et mettent tout en œuvre pour les surmonter.

Cette expérience nous sera utile lorsque le professionnalisme des journalistes sera remis en cause, ce qui ne manquera pas d'arriver, pour peu que tout ne se passe pas comme prévu.

Nous avons souvent constaté que de hauts responsables, quelle que soit leur orientation politique, montrent les journalistes du doigt dès qu'un imprévu survient. La BBC a été accusée de trahison durant la guerre des Malouines ! Plus récemment encore, lors du conflit kosovar, Robin Cook, alors ministre des Affaires étrangères, incitait les jour-

nalistes à quitter Belgrade, le gouvernement britannique ne tolérant aucune remise en cause de la campagne militaire menée au Kosovo. Après la guerre, Alastair Campbell, directeur de la communication et de la stratégie de Tony Blair, s'en est pris aux médias, coupables selon lui d'avoir sous-estimé la propagande serbe et minimisé l'exode des réfugiés, et d'avoir accordé une importance excessive aux victimes civiles.

Pour ma part, j'affirme que quiconque tente d'étudier en détail la couverture médiatique de ces événements aboutit à la conclusion que ce sont là des critiques sans fondement. Mais elles ont été proférées !

S'il est vrai que les autorités sont libres de critiquer les médias, comme n'importe qui, le public a le droit de connaître la vérité, indépendamment de toute influence politique. Les autorités peuvent émettre des critiques, sans que cela soit assimilé à une forme de censure. Toutefois, il faut être conscient des pressions qui peuvent être exercées et les journalistes doivent être en mesure d'y résister, quelle que soit leur origine, tout comme ils doivent pouvoir préserver leur indépendance.

Droit à l'info

L'actualité ne manquera certainement pas de mettre d'autres aspects de la censure sur le devant de la scène, au cours des prochaines semaines. Il s'agit en particulier de questions dont, fort heureusement, on peut débattre librement dans les sociétés démocratiques. Les gouvernements seront sans aucun doute tentés de repousser les limites de la censure au-delà de ce que beaucoup d'entre nous jugent raisonnable. Aussi les médias ne doivent-ils pas hésiter à défendre leurs droits. Quant aux journalistes, ils doivent rester vigilants et n'accepter aucune excuse de la part des autorités, lesquelles pourraient être tentées de mettre en avant des questions de sécurité pour justifier la censure.

Violence

Une question se pose régulièrement : l'utilisation de la violence extrême, voire du meurtre, comme forme de censure.

En 2002, plus de 65 journalistes ont été assassinés alors qu'ils faisaient leur métier. La grande majorité d'entre eux ont été tués uniquement parce qu'ils étaient journalistes et s'efforçaient, à ce titre, d'informer. De plus, quasiment aucun de ces 65 meurtres n'a fait l'objet d'une enquête ou de poursuites. Les statistiques sont quasiment identiques pour les dix dernières années : il est encore possible, de nos jours, de tuer un journaliste sans en subir les conséquences.

Tous ceux qui croient en la liberté d'expression doivent faire pression auprès de leurs gouvernements respectifs afin que les auteurs de tels actes soient poursuivis et condamnés. Tout gouvernement se réclamant d'un régime stable ne doit pas pouvoir commanditer l'assassinat de journalistes, ni même fermer les yeux ou ignorer la question. De même, nos propres autorités doivent pouvoir soulever la question dès qu'elles en ont l'occasion. Les pays de l'Union européenne et les institutions comme l'OCDE doivent, pour leur part, déployer tous les efforts nécessaires pour faire savoir qu'intimider ou assassiner un journaliste est un délit grave et sévèrement puni.

Les auteurs de tels actes ne s'arrêteront de les commettre que s'ils se rendent compte qu'ils risquent gros. Tous ensemble, nous pouvons contribuer à mettre fin à cette forme de censure. J'espère que cette question ne sera pas à nouveau d'actualité dans le cadre de la guerre qui semble sur le point d'éclater en Irak.

Médias

Morand Fachot

Service de la communication, UER

Avec la montée en puissance militaire dans le Golfe...

...les médias du monde entier se sont préparés progressivement à un autre conflit alors que les politiciens et les militaires des deux camps étudiaient les moyens d'utiliser les médias à leur profit.

Si l'on en juge par la couverture médiatique des conflits passés, tout laisse à penser que les intérêts des médias, d'une part, et ceux des politiciens et des militaires, d'autre part, pourraient une fois de plus être divergents. Cependant, le Pentagone a annoncé une nouvelle politique à l'égard des médias qui pourrait contribuer à faire en sorte que ces derniers jouissent d'une plus grande liberté lors de conflits à venir.

Les nouvelles technologies de l'information et des télécommunications – telles que la numérisation des données (texte, son, images fixes ou en mouvement) et leur transfert immédiat par le biais de satellites ou de réseaux câblés – ont rendu possible l'échange instantané d'actualités d'un point à un autre de la planète. Cela a créé un environnement médiatique mondial dans lequel la

manière de collecter, d'assembler et de transmettre les actualités et les informations a été totalement transformée.

Global

L'une des particularités de cet environnement est qu'il influe sur les relations internationales et sur la manière dont les conflits sont gérés. La plupart des individus dans les pays développés, et une fraction de la population de plus en plus grande dans les autres parties du monde, accèdent à l'information par le biais des médias électroniques, notamment par la télévision. La manière dont le public perçoit les événements internationaux est désormais essentiellement influencée par les images TV, dont la charge émotionnelle est bien plus importante que celle des mots. On se berce en effet d'illusions en pensant que «les images, contrairement aux mots, ne mentent pas». Dans cet environnement où les images ont une importance énorme, le fait de ne pas avoir d'images (TV) équivaut à ne pas avoir de nouvelles.

«L'effet CNN»

Les politiques de sécurité dans la plupart des pays sont traditionnellement dictées par les intérêts de la nation. Bien évidemment, ces derniers varient grandement d'un pays à l'autre et déterminent largement la volonté des gouvernements de prendre part à des conflits.

Pendant longtemps, les médias ont joué un rôle majeur dans la formation de l'opinion publique pour ce qui est des relations internationales, souvent en informant le public de la politique du gouvernement. Les images TV, avec leur puissant pouvoir émotionnel, ont totalement transformé le rapport du grand public avec les actualités, ainsi que sa perception des affaires internationales.

Les médias sont ainsi devenus des acteurs incontournables des relations internationales.

On entend souvent dire que les interventions militaires ou humanitaires sont désormais déclenchées ou interrompues suite à la réaction émotionnelle d'un public interpellé par des images TV et non pas sur la base de décisions bien réfléchies ou des intérêts nationaux. C'est ce que l'on appelle «l'effet CNN».

© Photo R. D. Ward, Department of Defense



Conférence de presse au Pentagone

rapports tendus

militaires

Ce terme a souvent été utilisé pour décrire différents concepts. La définition la plus largement acceptée est celle du Pr Steve Livingston, de la George Washington University : «Une perte du contrôle exercé par l'État sur les affaires publiques qui s'explique par le pouvoir des médias, face auquel les hommes politiques sont impuissants.»

De nombreux observateurs font remarquer que «l'effet CNN» n'est pas aussi fort que le pensent la plupart de gens. Ce qui peut induire en erreur, c'est le fait que, au fur et à mesure que la situation d'un pays ou d'une région se détériore, l'attention des médias et des gouvernements s'intensifie. Les décisions prises alors par les autorités peuvent être attribuées à tort à l'influence des médias.

Contradictions

Tous les conflits impliquent trois acteurs principaux : le gouvernement, l'armée et les médias. Chacun de ces intervenants a besoin des deux autres, mais leurs motivations sont très différentes. Par conséquent, leurs rapports peuvent se révéler tendus.

«L'effet CNN» mis à part, les médias jouent un rôle central dans la gestion des actualités dans le contexte de n'importe quel conflit. Jamie Shea, porte-parole de l'OTAN, a fait remarquer après le conflit au Kosovo

que «remporter la campagne médiatique est aussi important que vaincre militairement sur le terrain... Les médias ne sont pas une option, ils sont un facteur-clé».

Lorsqu'il s'agit de décider s'il faut intervenir à l'étranger et envoyer des soldats au combat, les gouvernements des démocraties libérales utilisent les médias pour diffuser leur politique et s'assurer le soutien du public. Les principaux défis auxquels les autorités doivent faire face dans le cadre de leurs relations avec les médias sont essentiellement liés à la plus grande rapidité de diffusion des informations et à la nécessité de réagir aux événements sans tarder pour profiter de «l'effet CNN».

Toutefois, les médias peuvent avoir des priorités différentes. Ils considèrent en effet qu'ils ont le devoir d'aborder les sujets de préoccupation et de permettre à l'opposition de s'exprimer. Il est logique qu'une telle situation génère parfois des tensions.

Par définition, les priorités des médias et celles des militaires sont souvent opposées. Les mentalités et les philosophies des deux camps étant fréquemment incompatibles, cela aboutit à des malentendus et cause bon nombre de frictions. Selon Max Hastings, reporter de guerre britannique très connu, les médias et les militaires sont en quelque sorte un «couple mal assorti».

Les militaires sont par nature très disciplinés, ce qui n'est pas le cas des journalistes... Les deux bords sont très sensibles au moment de la diffusion des informations, mais pour des raisons opposées : les militaires préfèrent attendre avant de diffuser des informations susceptibles de mettre en danger les opérations sur le terrain, alors que les journalistes veulent tout raconter, tout de suite. Des nouvelles qui ne sont pas récentes ne sont plus des nouvelles et cela est particulièrement vrai dans l'environnement médiatique global dans lequel nous vivons, qui privilégie l'information en temps réel.

En outre, pour des raisons évidentes, les militaires accordent une grande importance au secret et au contrôle des informations. Par opposition, le rôle des médias consiste à porter les informations à la connaissance de tous.

Pour toutes ces raisons, les relations entre les militaires et la presse peuvent être difficiles et tendues. De telles tensions se sont fait sentir notamment aux États-Unis pendant la guerre du Vietnam, au cours de laquelle l'armée a été fortement contrariée par des reportages qui ont largement contribué à modifier l'opinion publique en sa défaveur. Comme l'a fait remarquer Marshall McLuhan en 1975 : «La télévision a fait entrer la violence de la guerre dans nos salons. La guerre a été perdue dans les foyers américains, pas sur les champs de bataille du Vietnam.» En fait, la guerre du Vietnam a été le premier conflit majeur de l'époque moderne à être couvert par les médias sans aucune forme de censure.

Pools médias

Dans tous les pays, les responsables militaires ont tendance à gérer leurs rapports avec les médias dans les moments de crise sur la base de leurs propres expériences et de ce qu'ils ont observé dans d'autres parties du

monde. La guerre du Vietnam a certainement marqué un tournant pour ce qui est de la liberté de mouvement des journalistes dans les zones de combat. La tendance actuelle, dans les pays de l'OTAN, est d'essayer de contrôler dans une certaine mesure les médias durant les conflits. Le système ainsi adopté prévoit la formation d'un pool média, dans le cadre duquel est constitué un groupe de journalistes représentatifs dont les images et les reportages sont mis à disposition du reste des médias. De nombreux journalistes sont opposés à ce système, introduit pour la première fois lors de la guerre des Falkland, car il réduit considérablement leur accès au champ de bataille et laisse les militaires décider de ce que les reporters du pool peuvent voir.

Toutefois, ce système est tout à fait raisonnable du point de vue des militaires. En effet, le nombre de journalistes couvrant les conflits dans lesquels sont impliqués des pays occidentaux a augmenté de manière exponentielle : 27 reporters ont débarqué sur les plages de Normandie en juin 1944, plus de 50 journalistes étaient sur le terrain lors de l'offensive du Têt au Vietnam en 1968 et 1600 reporters et techniciens étaient en Arabie Saoudite pour couvrir l'opération Tempête du désert. Plus de 1000 journalistes accrédités (sans compter les chauffeurs et les interprètes) sont entrés au Kosovo avec les forces de l'OTAN le 11 juin 1999, alors que 350 autres journalistes travaillaient au siège de l'OTAN.

Il convient cependant de remarquer que ce système se révèle efficace pour les militaires uniquement si certaines conditions géographiques, logistiques ou politiques rendent l'accès à la zone difficile ou impossible pour les reporters. C'était le cas dans les Falkland, à la Grenade, à Panama ou dans le Golfe. Pour ce qui est de leur sécurité personnelle, les journalistes qui travaillent dans le cadre d'un pool

courent moins de risques que ceux qui couvrent les événements de manière indépendante. Cela ressort clairement du nombre de journalistes morts dans l'ex-Yougoslavie ou en Afghanistan.

Incorporation

Les responsables militaires américains ont compris que réduire la couverture médiatique des conflits à des conférences de presse officielles et à des images tournées par des journalistes très étroitement surveillés par des soldats est contreproductif. En s'éloignant de la politique à l'égard des médias adoptée depuis le Vietnam, le Pentagone a récemment annoncé qu'il permettrait à des centaines de journalistes d'accompagner («embed» en anglais) les unités américaines dans les opérations militaires à venir.

En fait, ce qui est présenté comme une approche nouvelle ne l'est guère: le Bureau d'information militaire, créé pour informer le public américain pendant la deuxième guerre mondiale, a régulièrement incorporé des journalistes dans les unités terrestres à l'époque.

Ce changement d'attitude n'est pas un cadeau fait aux journalistes. Les militaires le font dans leur propre intérêt. L'un des porte-parole du Pentagone a déclaré que «pour combattre la désinformation sur le champ de bataille, rien ne saurait être plus efficace que de laisser les journalistes couvrir de manière objective la situation telle qu'elle est».

Le commandement militaire américain considère également que le fait d'avoir des journalistes qui travaillent librement l'aidera grandement en ce qui concerne deux questions cruciales qui risquent de se poser après le conflit. Premièrement, le monde doit être convaincu, par le biais de sources fiables, de la véracité de toute découverte par les forces américaines d'armes chimiques

ou biologiques interdites.

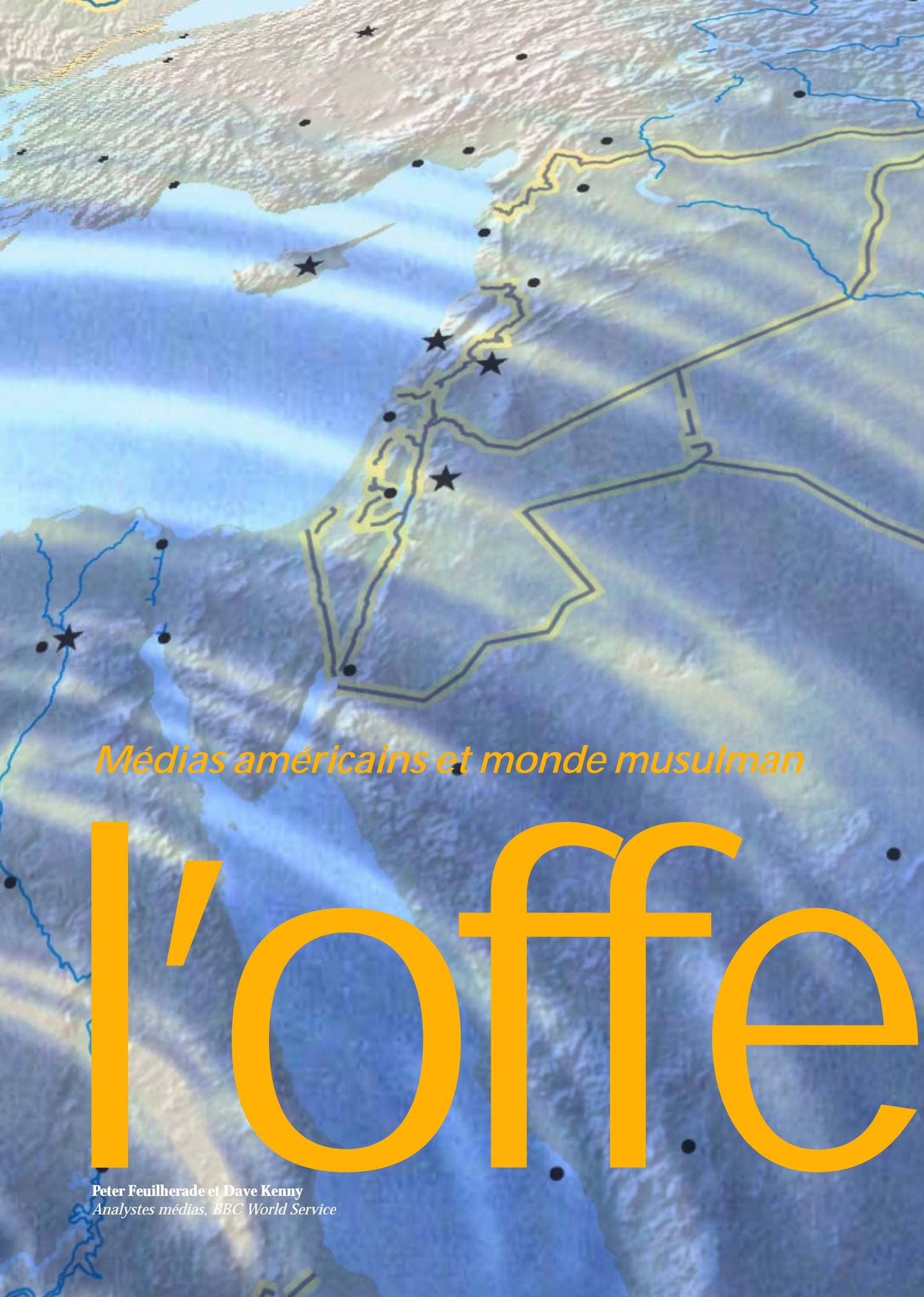
Deuxièmement, les responsables américains croient que Saddam Hussein pourrait ordonner à ses troupes de perpétrer des atrocités contre des civils et prétendre que ces dernières sont le fait des troupes américaines. Le Pentagone est d'avis que laisser les journalistes travailler en toute liberté pourra l'aider à infirmer de telles affirmations.

Selon la revue Marine Corps Times du 3 mars 2003, «quelques 800 journalistes, dont 20 pour cent appartiennent à des médias non américains, seront attachés à des unités spécifiques des forces terrestres, aériennes et navales dans toute la zone des combats. Ils resteront incorporés dans ces unités aussi longtemps qu'ils le désireront et auront – en principe – ce que le Pentagone décrit comme, un accès 'restreint au minimum' aux forces américaines pendant toute la durée de leur séjour.»

De plus, quelques 140 autres journalistes devraient être incorporés aux forces britanniques.

Toutefois, des doutes ont déjà été exprimés de part et d'autre. Certains journalistes considèrent que le fait d'accompagner constamment des militaires revient en quelque sorte à collaborer avec eux. De leur côté, certains militaires craignent que le fait d'avoir des journalistes parmi les soldats risque d'augmenter le nombre de reportages négatifs ou faire peser un fardeau supplémentaire sur les unités de première ligne qui devraient opérer accompagnées de civils non entraînés.

Ces craintes exprimées de part et d'autre prouvent bien que les rapports entre les médias et les militaires resteront probablement difficiles.



Médias américains et monde musulman

l'offre

Peter Feuilherade et Dave Kenny
Analystes médias, BBC World Service

A topographic map of the United States, showing terrain elevation in shades of brown and tan. Overlaid on the map are several yellow lines, likely representing a network or infrastructure, and blue lines representing rivers. Numerous black stars and dots are scattered across the map, marking specific locations. The word "nsive" is written in a large, bold, orange font at the bottom of the image.

nsive

Les efforts déployés en 2002 par les autorités américaines...

...afin d'intensifier leurs émissions vers le monde musulman en général et le Moyen-Orient en particulier ont récemment atteint leur point d'orgue avec le lancement de nouveaux services destinés à l'Irak et à l'Iran.

Cette offensive médiatique menée sur l'ensemble du monde musulman avait débuté bien avant les attaques perpétrées le 11 septembre 2001, mais ce n'est qu'au cours des derniers mois qu'elle s'est considérablement intensifiée.

La nature des émissions américaines destinées à l'étranger a été entièrement bouleversée, les services mis en place à l'intention des pays d'Eu-

rope centrale et orientale et de l'ex-Union soviétique largement réduits, voire supprimés.

Image ternie

Publiées en décembre 2002, les conclusions d'une enquête* ont montré que l'image des États-Unis dans les pays musulmans s'est considérablement détériorée au cours des trois précédentes années. Il s'avère que trois Jordaniens sur quatre et sept Égyptiens sur dix ont une mauvaise image des États-Unis.

Point positif pour les États-Unis, la majeure partie des personnes sondées dans 35 des 44 pays pris en compte dans cette étude déclaraient cepen-



dant avoir une impression favorable. Cette majorité reste fragile et tend à se restreindre dans la plupart des pays concernés.

George W. Bush a déclaré ne pas avoir lu cette enquête, tout en ajoutant : «Nous déploierons tous les efforts nécessaires pour rappeler à l'opinion publique internationale que nous n'avons jamais été une nation de conquérants. Nous sommes au contraire une nation de libérateurs.»

Créations de stations

Le 12 décembre 2002, les États-Unis ont intensifié la campagne «psychologique» menée à l'encontre du président irakien, Saddam Hussein, par

© Photo USAF, Department of Defense



Radio et TV depuis un avion Commando Solo

le biais d'émissions de radio transmises d'avions américains survolant l'Irak. Ces émissions, destinées aux commandements militaires basés sur place, ainsi qu'aux civils, sont conçues par une unité américaine spécialisée dans les opérations psychologiques et visent à «dissuader les militaires irakiens de soutenir Saddam Hussein», à en croire un porte-parole du Pentagone.

Selon le site Internet Clandestine Radio Watch (CRW), l'Irak est déjà la cible de près de 27 émissions de radio clandestines, sans compter les programmes internationaux en langue arabe destinés au Moyen-Orient.

CRW rappelle qu'au moins trois stations de radio, à savoir Al-Mustaqbal (l'avenir), Voice of the Brave Armed Forces et Radio of the Land of Two Rivers (Radio Mesopotamia), sont diffusées d'un émetteur américain installé au Koweït. Mais, au cours des derniers mois, le Département d'État américain aurait opéré des

coupes claires dans le budget destiné à la remise en service d'une station de radio que la coalition du Congrès national irakien, qui rassemble des groupes d'opposants en exil, espérait lancer sur les ondes.

Au printemps 2002, les États-Unis ont lancé Radio Sawa (Ensemble), station ayant pour vocation de remplacer le service arabe de Voice of America, avec les jeunes auditeurs du monde musulman pour public cible. La station se décrit comme «un mélange moderne de musiques arabes et occidentales, avec bulletins d'actualités toutes les heures, ainsi que des analyses, des interviews et des commentaires, des programmes sportifs et des sujets sur des questions politiques et de société».

Destinée aux Iraniens, Radio Farda (demain), station en langue perse pour les moins-de-30-ans, a commencé à émettre en décembre 2002. Sur le même modèle que Radio Sawa, elle diffuse de la musique tra-

ditionnelle persane et de la musique occidentale, avec des bulletins d'actualité et des reportages.

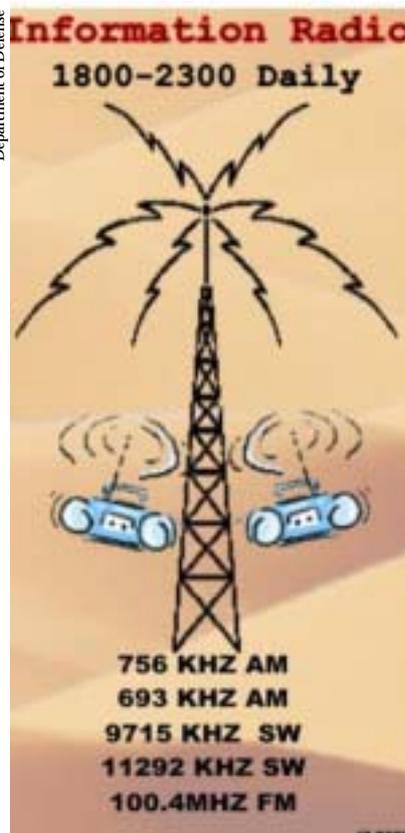
Réactions

Les nouvelles initiatives américaines en matière de radiodiffusion ont suscité des réactions mitigées chez les auditeurs.

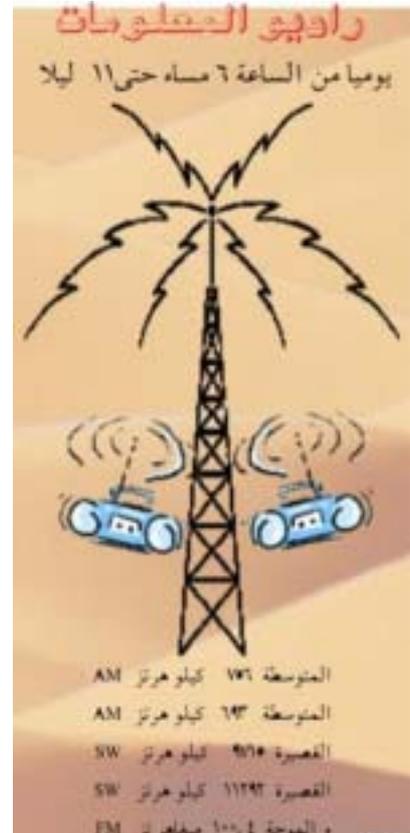
Radio Sawa émet de Washington par l'intermédiaire de stations relais installées au Koweït, en Jordanie et dans les Émirats arabes unis et prévoit de poursuivre son expansion.

Joan Mower, porte-parole du *Broadcasting Board of Governors* (BBG), organe chargé de contrôler toutes les émissions américaines non militaires destinées à l'international, a déclaré que, depuis son lancement, Radio Sawa voit ses mérites de plus en plus reconnus et, selon Norman Pattiz, président du Middle East Committee du BBG, Radio Sawa connaît un succès croissant et gagne

Department of Defense



© Photo TDF



de nouveaux auditeurs. Une étude menée à Amman en novembre 2002 auprès des 17-28-ans a révélé que les actualités sont les programmes le plus écoutés de Radio Sawa, jugée fiable et pertinente.

Mais à en croire Hazim Ghurab, spécialiste des médias arabes, les bons résultats de Radio Sawa risquent d'être réduits à néant si les États-Unis prennent d'autres initiatives agressives au Moyen-Orient. Dans un entretien accordé en décembre à Associated Press, ce spécialiste expliquait que la politique antiarabe des États-Unis découle d'une longue tradition. Les médias ne sauraient donc à eux seuls modifier l'opinion des populations sur un sujet aussi brûlant : seul un changement politique radical pourrait y parvenir.

Le 4 décembre 2002, le journal «Al-Thawrah», propriété des autorités syriennes, observait que les États-Unis commettraient une grave erreur s'ils pensaient pouvoir inverser le sentiment de rejet qu'ils inspirent à la population arabe. En effet, selon

«Al-Thawrah», seul un changement radical de la politique américaine au Moyen-Orient peut contribuer à améliorer l'image du pays.

Améliorer l'image

Le 16 décembre dernier, Ari Fleischer, porte-parole de la Maison-Blanche, reconnaissait que l'administration Bush avait pris conscience de la nécessité d'améliorer l'image des États-Unis, notamment au travers d'une communication plus efficace. Un éditorial publié en décembre dans le «Washington Post» tentait d'évaluer l'efficacité des efforts diplomatiques déployés et de définir l'approche de l'administration Bush dans ce domaine. Le quotidien relevait que cette responsabilité repose essentiellement sur le Département d'État et plus particulièrement sur l'Office of Public Diplomacy, sorte de sous-secrétariat à la «diplomatie publique», dirigé par Charlotte Beers, grande prêtresse de l'image de marque, connue, d'après le «Washington Post», pour avoir relancé la marque *Uncle Ben's*, et désormais chargée de redorer le blason d'*Uncle Sam* !

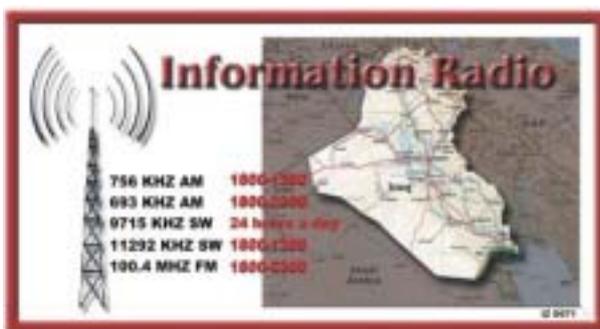
«Vidéodiplomatie»

Les États-Unis ont lancé à l'automne dernier une vaste campagne de «vidéodiplomatie» en Indonésie et dans d'autres pays musulmans.

Il s'agit, selon Richard Boucher, porte-parole du Département d'État, «de dresser le portrait de musulmans américains et de leur vie en Amérique, en évoquant notamment les valeurs de notre société. Cette initiative s'inscrit dans un projet plus global, dans le cadre duquel les États-Unis sont présentés sous différents angles».

En décembre, la télévision publique libanaise a refusé de diffuser des publicités qui avaient pour objectif d'améliorer l'image des États-Unis dans le monde musulman. Dans les spots incriminés, des Américains d'origine arabe évoquaient la liberté et la qualité de vie dont ils jouissent aux États-Unis et parlaient du respect manifesté par la société américaine vis-à-vis de l'islam. Selon United Press International, le ministre libanais de l'Information, Ghazi

Department of Defense



Aridi, a justifié sa décision de refuser ces spots par le décalage flagrant entre la vision que ceux-ci présentent et la réalité du quotidien des Arabes vivant sur le sol américain, depuis les attaques du 11 Septembre.

Opinion publique

Dans le cadre des efforts déployés pour modifier les programmes américains diffusés à l'étranger, le BBG entend concentrer ses efforts sur le Moyen-Orient et l'Indonésie, par le biais de programmes de télévision et de radio conçus à l'intention de ce public cible. Le BBG a présenté au Congrès une demande de budget 2004 qui tient compte de tels objectifs : 563,5 millions de dollars (+ 9,5 % par rapport au budget 2003).

Selon le BBG, cela contribuerait à financer l'augmentation du nombre de programmes destinés au Moyen-Orient et à l'Asie du Sud-Est, afin d'appuyer les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Un effort particulier vers le monde musulman est donc caractérisé par une orientation marquée par deux points principaux.

Premièrement, une nouvelle chaîne de télévision en langue arabe :

- 30 millions de dollars seraient attribués à un réseau de télévision basé au Moyen-Orient, émettant en langue arabe, chargé de diffuser des informations fiables et de faire passer un message en faveur de la paix et de la démocratie ;
- la somme de 3,4 millions de dollars permettrait de doubler le

nombre de programmes diffusés par Voice of America (VOA) en Indonésie (cinq heures par jour) ;

- les programmes destinés à la télévision indonésienne augmenteraient, pour atteindre cinq heures par semaine ;
- un budget de 2,9 millions de dollars serait consacré au développement de l'audience et servirait également à insérer des programmes sur des stations locales et régionales ayant obtenu de bons résultats, au-delà des limites de la technologie des ondes courtes.

Deuxièmement, la diminution des programmes destinés à l'Europe centrale et orientale :

- le BBG se voit donc contraint de réduire ses programmes à l'intention des pays d'Europe centrale et orientale et d'effectuer des coupes sombres dans ses frais administratifs et de gestion. Au total, neuf services destinés à l'Europe de l'Est qui seront supprimés, à l'instar de certains programmes jusqu'alors diffusés sur VOA et Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL). Quant à Radio Free Asia (RFA), elle va devoir réduire considérablement ses coûts d'exploitation.

Défi de taille

Kenneth Tomlinson, président du BBG, a justifié ces réductions drastiques et la diminution de la plupart des programmes de VOA et de RFE/RL par l'évolution de la situation politique dans les pays d'Europe de l'Est, où la liberté d'expression est

désormais respectée. L'objectif de ces programmes est atteint, ces stations peuvent s'enorgueillir d'avoir joué un rôle de premier plan dans cette évolution positive.

Kenneth Tomlinson a ajouté que le 11 Septembre a modifié la manière d'appréhender la radiodiffusion internationale et qu'il est logique que le budget du BBG reflète cet état de fait.

La mission du BBG consiste désormais à tirer profit des résultats obtenus durant la guerre froide, à continuer de s'adapter aux nouveaux modes de communication, et à assurer la diffusion de valeurs de démocratie et de tolérance, afin de les présenter comme les alternatives à la tyrannie, au fanatisme et à la terreur.

* réalisée par le Pew Research Centre. 38 263 sondées dans 44 pays, entre juin et octobre 2002 dans le cadre du «Global Attitudes Project»



VOICE of AMERICA

Gagner les

esprits *et*

Morand Fachot
Service de la communication,
UER

Depuis près de soixante-dix ans les peuples du Moyen-Orient...

...sont la cible d'émissions de radio destinées à les influencer dans le grand jeu diplomatique global. Devenus indépendants dans les années quarante-cinquante, ces pays ont mis aussi en place leurs propres services de radiodiffusion d'État.

Devant se contenter auparavant des ondes courtes ou moyennes des radios locales ou internationales ou de regarder quelques chaînes de télévision d'État, les peuples du Moyen-Orient ont vu, depuis le début des années quatre-vingt-dix, leur choix de médias audiovisuels s'étendre considérablement grâce à la télévision par satellite, l'attribution de licences à des opérateurs privés et la retransmission locale de stations étrangères.

Les États du Moyen-Orient bénéficient désormais d'un choix de stations régionales et étrangères sans précédent.

Alors que la situation dans la région du Golfe devient de plus en plus ten-

due, les émissions du et vers le monde arabe prennent une importance toute particulière, les radiodiffuseurs cherchant à s'approprier les audiences arabes pour des motifs politiques ou commerciaux.

Guerres des ondes

L'Italie a été le premier pays à émettre vers le Moyen-Orient pour des raisons politiques. En 1934, Radio Bari, du nom de la localité où était implanté son émetteur, dans le sud-est de l'Italie, a lancé ses émissions en arabe destinées à soutenir les ambitions impériales de Mussolini en Afrique du Nord et dans la Corne de l'Afrique.

Préoccupé par son succès et le ton violemment antibritannique de la station, le service impérial de la BBC, qui diffusait en anglais seulement, vers les autres continents, depuis 1932, a été chargé d'émissions en arabe qui, en janvier 1938, ont marqué le début de la première guerre des ondes entre pays occidentaux (et la première dans le Moyen-Orient).



Al-Jazeera

les COEURS arabes

À la suite de la signature du pacte anglo-italien d'avril 1938, Radio Bari atténua le ton antibritannique de ses émissions, relayées en quelque sorte immédiatement dans ce même registre par celles en provenance de Berlin. Pendant la guerre, Londres et Berlin menèrent une campagne de propagande radio très active dans le Moyen-Orient.

La Grande-Bretagne avait l'avantage de pouvoir diffuser localement ses programmes de Jérusalem grâce au *Palestine Broadcasting Service* (PBS) et, grâce au lancement à Jaffa de Sharq al-Adna (station arabe de radiodiffusion du Proche-Orient) au début des années quarante, disposa d'une arme supplémentaire dans sa panoplie destinée à influencer l'opinion publique arabe.

Les émissions allemandes, au ton antibritannique et antijuif, donnant la parole à des exilés arabes connus, se révélèrent très populaires auprès des auditeurs arabes. Berlin lança également *la Voix des Arabes libres*, station clandestine à destination du monde arabe.

Après la guerre, de nombreux pays commencent à émettre en arabe. *Voice of America* lance son service arabe en janvier 1950 et, pour épauler leurs politiques coloniales au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord dans les années cinquante, Londres et Paris renforcent leurs émissions de propagande destinées à ces régions.

Peu avant la fin du mandat britannique sur la Palestine, *Sharq al-Adna* est déplacée à Chypre, et ses émetteurs modernisés afin d'atteindre la majeure partie du Moyen-Orient et d'essayer de neutraliser les émissions de la *Voix des Arabes*, émettant du Caire. La station disparaît en mars 1957, car la tentative maladroite de l'utiliser comme outil de propagande pendant la crise de Suez échoue totalement, entraînant la démission ou le licenciement de tout le personnel arabe.

Pour sa part, Paris, embourbé dans la guerre d'Algérie et s'inquiétant de l'impact dans ce pays des stations égyptiennes *la Voix des Arabes* et *la Voix de l'Algérie libre*, lance ses propres émissions destinées à l'Algérie. Le service, financé par les ministères de la Défense, des Affaires étrangères et des Affaires algériennes, était distinct de celui de la radio publique française diffusant en Algérie.

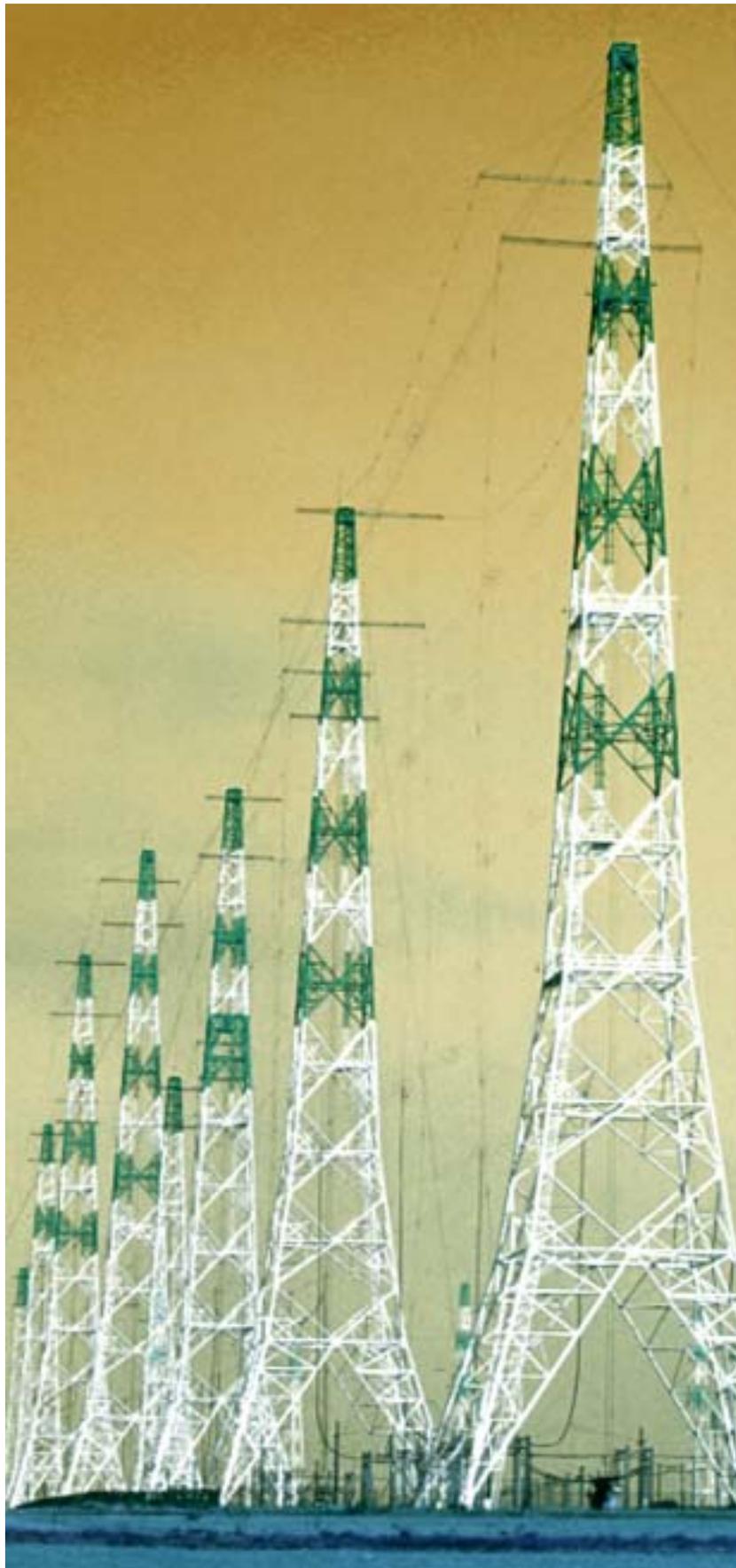
Aujourd'hui, auditeurs et téléspectateurs au Moyen-Orient disposent d'un choix de stations incomparablement plus varié que celui du début des années quatre-vingt-dix.

International

Les services en langue arabe des principaux radiodiffuseurs internationaux ont toujours des audiences considérables. Les plus populaires sont le service arabe de la BBC, Radio Monte-Carlo (RMC) Moyen-Orient, filiale de Radio France Internationale, en 1996 et la nouvelle station américaine en arabe, Radio Sawa.

Le *service arabe de la BBC*, solidement implanté, voit, en tant que source d'informations fiable, sa popularité redoubler pendant les crises. Disponible dans toute la région sur ondes courtes et moyennes ainsi que sur satellite, il est également relayé sur les ondes moyennes et la FM dans plusieurs pays. Des sondages d'audience, effectués dans les pays où ils sont autorisés, indiquent qu'il dispose d'une audience régulière d'au moins 11 millions.

RMC Moyen-Orient, station commerciale panarabe créée en 1972, a pour zone cible principale le Moyen-Orient, en particulier le Levant et les régions voisines. La station diffuse en ondes moyennes de Chypre et est également disponible en FM dans certains pays. Son programme, varié – musique, informations, magazines et reportages – est popu-



laire et cela se traduit par une audience de quelque 15 millions.

Radio Sawa (Ensemble), lancée en mars 2002, remplace le service arabe de VOA. Destiné aux moins-de-30-ans, elle diffuse des programmes de musique arabe et occidentale, des informations, analyses, interviews et reportages sur des sujets politiques et sociaux. Les programmes sont diffusés dans cinq dialectes arabes régionaux sur ondes moyennes et sur relais FM locaux.

La popularité de Sawa a été immédiate et importante, principalement en raison de son contenu musical. Des experts de la région affirment cependant que les programmes d'informations manquent de crédibilité auprès des auditeurs arabes, qui considèrent la station comme un simple organe de propagande du gouvernement américain, lequel contrôle également *Radio Free Iraq*, station dite «de substitution». Le gouvernement américain serait aussi derrière un certain nombre de stations clandestines émettant vers l'Irak. Washington a également débloqué des fonds pour lancer une chaîne de télévision en arabe.

Télévisions

BBC Arabic TV, chaîne commerciale de BBC Worldwide Television, lancée en 1994, a disparu en moins de deux ans. La BBC était responsable de la programmation de la chaîne, mais la distribution dépendait entièrement d'*Orbit Communications*, opérateur de télévision payante appartenant à une holding contrôlée par un beau-frère du roi Fahd d'Arabie Saoudite. Après la diffusion de programmes jugés «partiaux» par les Saoudiens, Orbit a annulé son contrat avec la BBC en 1996.

L'Iran a également lancé une chaîne d'informations en arabe par satellite, *Al-Alam* (Le monde), en février 2003, qui devrait être disponible bientôt à travers le monde.

Les chaînes arabes

La guerre du Golfe de 1991 a marqué l'arrivée de la télévision par satellite au Moyen-Orient après que les gouvernements égyptien et saoudien ont décidé de retransmettre les émissions de CNN.

Les premières chaînes panarabes de télévision par satellite ont été lancées peu après, avec deux caractéristiques communes très distinctes :

- les frontières entre intérêts commerciaux et politiques de ses chaînes sont souvent difficiles à définir,
- les opérateurs implantent leurs sociétés en Europe afin de déjouer les réglementations locales réservant la télévision terrestre aux seuls monopoles d'État.

Al-Jazeera, bien que n'ayant pas été la première chaîne panarabe de télévision par satellite, est désormais plus célèbre que nombre de ses rivales. Lancée en novembre 1996 grâce à un prêt du gouvernement du Qatar, la chaîne n'est pas encore financièrement indépendante.

Elle bénéficie à son lancement de la chute de BBC Arabic TV, recrutant plusieurs de ses journalistes. Un officiel d'Al-Jazeera reconnaissait en 1997 qu'elle avait «en effet adopté

le style de la BBC dans sa quête directe et exacte de la couverture des actualités». Al-Jazeera est rapidement devenue populaire dans le monde arabe grâce à son style investigateur et dynamique, et ensuite dans le monde entier pour avoir diffusé des enregistrements d'Oussama ben Laden après le 11 septembre 2001. Cependant, plusieurs États arabes ont fermé ses bureaux et refusé l'accréditation à ses journalistes. La chaîne dit avoir une audience régulière d'au moins 35 millions de téléspectateurs dans le monde arabe et 7 à 10 millions aux États-Unis et en Australie.

Middle East Broadcasting Centre, lancé à Londres en 1991 par un beau-frère du roi Fahd, a déménagé son siège à Dubaï Media City en 2002. Avec des partenaires libanais et koweïtiens, elle a lancé une chaîne en anglais en janvier 2003 et, peu après, une chaîne d'informations en arabe, *Al-Arabiya*, que beaucoup d'observateurs considèrent comme une tentative des autorités saoudiennes de mettre en place une alternative à Al-Jazeera.

Arab News Network, chaîne d'informations lancée à Londres en 1997, a pour propriétaire principal un homme d'affaires syrien, Somar Rifaat Al-Assad, neveu (et rival politique) de l'ancien président syrien Hafez Al-Assad. ANN, malgré de sérieux problèmes financiers, est toujours considérée comme l'une des chaînes d'informations arabes principales.

Arab Radio and Television, télévision à péage lancée en Italie en 1993, compte parmi ses actionnaires un neveu du roi Fahd.

Abu Dhabi Satellite Television, relancée sous une nouvelle forme au

début de l'année 2000, fournit un service d'informations considéré comme très professionnel.

Plusieurs de ces chaînes ont réussi à s'imposer en tant qu'organisations réellement professionnelles, d'autres sont considérées comme de simples courroies de transmission d'intérêts politiques locaux.

Il y a désormais environ 45 chaînes arabes majeures diffusant par satellite.

Plusieurs opérateurs arabes ont lancé (ou prévoient de le faire, comme Al-Jazeera) des chaînes en anglais afin d'offrir aux téléspectateurs dans le monde entier une perspective différente de celles présentées par les réseaux américains et britanniques. Selon Chris Ross, ambassadeur et coordinateur pour la diplomatie publique américaine, «l'apparition d'Al-Jazeera et d'autres chaînes d'informations arabes a sans aucun doute représenté un grand pas en avant pour l'ouverture de la vie intellectuelle et culturelle dans le monde arabe».

Le grand nombre de médias audiovisuels diffusant vers et du Moyen-Orient prouve que la bataille pour gagner les opinions publiques arabes va se poursuivre.

© Photo BBC



Siège de BBC World Service

